

Nouvelle gouvernance du sport

Intervention Thierry PERIDY DRDJSCS des Pays de la Loire

Journées nationales handisport
3 avril 2019



Génèse

1-Volonté au plus haut niveau de l'Etat en 2017

- Renforcer l'autonomie et la responsabilité du mouvement sportif
- redéfinir le rôle et l'organisation de l'Etat
- Mieux reconnaître le rôle des collectivités locales, 1^{er} financeur du sport
- associer le monde économique

2- Attribution de l'organisation des JOP en 2024

Double objectif : 80 médailles et 3 millions de pratiquants en plus dans un contexte de diversification des pratiques

Concertation engagée en 2018

Sous le pilotage de Laurence LEFEVRE, directrice des sports et Patrick BAYEUX, universitaire

De Janvier à juillet 2018 avec l'ensemble des acteurs (500 participants)

Remise du rapport à la ministre des sports le 16 octobre 2018

4 scénarios présentés

- 1- continuité et amélioration du système actuel
- 2- transfert des compétences au mouvement sportif
- 3- décentralisation du sport aux collectivités locales
- 4- la gouvernance partagée à responsabilités réparties

Un scénario retenu :

Le scénario 4 a été validé par l'ensemble des acteurs.

Sur cette base, décision de l'Etat de créer une agence du sport sous forme de groupement d'intérêt public rassemblant l'Etat, le mouvement sportif, les collectivités locales et le secteur économique .

Deux volets :

- haut niveau (sous l'autorité de Claude ONESTA)
- et le développement des pratiques

Travaux engagés

Désignation fin 2018 de Jean CASTEIX, DIJOP, président de la future agence du sport

Prise de fonction au 15 janvier 2019 de Frédéric SANOUR, préfigurateur de l'agence

Janvier –avril 2019 : travaux de préfiguration

Fin avril/début mai à l'installation de la nouvelle agence.

2019 : une année de transition pour le financement du sport

Des orientations prises par le CNDS le 19 février

- Emploi avec un objectif de maintien du nombre d'emplois aidés en 2018
- Développement de la pratique dans les territoires carencés,
- Accès aux pratiques pour les publics prioritaires,
- Sport santé, sport en entreprise, sport scolaire, sport éthique

Modalités :

-Financement des emplois au niveau territorial via le CNDS avec une aide à la création d'emploi sur 2 ans (2X 12000 €)

Hors emploi :

- 28 fédérations et le CNOSF vont expérimenter le financement des structures sportives (ligues, comités, clubs) sur la base de la déclinaison du projet sportif fédéral (PSF)
- pour les autres fédérations, les projets seront financés par le CNDS (qui va disparaître et dont les fonds seront versés à l'agence avec les crédits du ministère)

Poursuite des travaux sur la déclinaison territoriale de l'agence

Au niveau régional des parlements du sport qui associeront les mêmes acteurs qu'au niveau national et définiront des priorités territoriales

Au niveau territorial (niveau à préciser), des conférences des financeurs qui ont vocation à favoriser le financement des projets par l'agence, les collectivités et le secteur économique dans 4 thématiques :

- le haut niveau
- le sport professionnel
- les équipements structurants
- la réduction des inégalités et les pratiques émergentes

Les parlements du sport et les conférences des financeurs doivent être créés par la loi

Les enjeux 2019-2020

- Pour l'agence : stabiliser l'organisation, évaluer la 1^{ère} année de fonctionnement et préparer les orientations 2020 sur les deux volets haut niveau et développement
- Pour les fédérations : préparation des projets sportifs fédéraux, toutes les fédérations ayant vocation à entrer dans le nouveau processus en 2020 : quel projet, quelle ingénierie de financement et d'accompagnement des structures, quelle place pour les ligues et les comités dans l'accompagnement des projets dans les régions?
- Pour les services de l'Etat : repositionner son intervention (élaboration des normes, régulation et contrôle)

Les questions qui se posent au niveau territorial à partir de l'expérience des Pays de la Loire

- Une conférence régionale consultative du sport depuis 2006 qui associe une centaine d'acteurs et préfigure le parlement du sport : quelle contribution ? Quelle actualisation pour le schéma du sport finalisé dès 2017?
- Des expérimentations pour développer le sport dans les territoires carencés : accompagner des collectivités sur le financement de projets pour le développement des pratiques : quel accompagnement pour les projets fédéraux et non fédéraux
- une commission CNDS ouverte dès 2019 pour associer les collectivités locales et le secteur économique à l'étude des projets, dans l'esprit des conférences des financeurs
- une instance sur le sport de haut niveau co-présidée par l'Etat et la région depuis 2018 : quelle relation avec l'agence pour les fédérations et les collectivités locales? Enjeux d'un schéma régional sur le sport de haut niveau